



ASIE/INDE - Lutte contre le trafic d'êtres humains en Orissa, priorité de l'Année de la Foi

Jharsuguda (Agence Fides) – Une lutte ferme contre le trafic d'êtres humains, qui frappe surtout les communautés les plus pauvres en Orissa, dont les communautés chrétiennes ainsi que des initiatives permettant d'assurer la sécurité alimentaire représentent les activités promues dans le cadre de l'Année de la Foi par un réseau d'apostolat formé par les Congrégations religieuses présentes dans l'Etat d'Orissa. Comme cela a été indiqué à l'Agence Fides, le réseau accueille d'autres confessions chrétiennes, des ONG, des groupes d'auto-assistance, des équipes diocésaines d'assistance sociale et des étudiants. Le réseau a identifié deux urgences au sein de la société de l'Orissa, Etat de l'est de l'Inde, théâtre des massacres antichrétiens de 2008. La première est représentée par le trafic d'êtres humains, qui touche surtout les femmes et les enfants. La seconde est l'insécurité alimentaire. Les familles n'ont en effet pas la certitude de disposer des ressources minimales afin de pourvoir à leur survie. Parmi les religieux catholiques engagés dans le réseau, se trouvent notamment les Capucins (OFM Cap.), les Verbités (SVD), les Sœurs Clarisses franciscaines (FCC) et les Sœurs du Saint-Esprit. L'équipe est conduite par le Père Nithiya Sagayam OFM.Cap, responsable du Centre Justice et Paix des Capucins et Secrétaire du Bureau pour le Développement humain de la Fédération des Conférences épiscopales d'Asie (FABC). Le franciscain a indiqué à Fides « l'option pour les pauvres » comme « thème spécial pour les communautés qui vivent l'Année de la Foi en Orissa ».

Les pauvres sont surtout constitués par les populations tribales, les dalits, les habitants des zones rurales et des taudis. « L'une des formes modernes de l'esclavage, à savoir le trafic d'êtres humains, met en danger le tissu social en Orissa et détruit le développement économique, social et culturel du peuple » affirme le réseau dans une note envoyée à Fides. La vente d'enfants, la prostitution des mineurs, le travail des mineurs, le travail forcé, le trafic de personnes et d'organes sont répandus. Les trafiquants recrutent, transfèrent et retiennent les personnes en ayant recours à différentes méthodes : menaces, chantage, enlèvement, tromperie, abus de pouvoir ou de vulnérabilité. Afin de répondre efficacement à ces violations des droits humains, « nous avons besoin de construire un mouvement au travers d'un réseau serré de fonctionnaires gouvernementaux, d'avocats, de fonctionnaires de police, de responsables religieux, d'animateurs sociaux, d'enseignants » remarque le Père Sagayam.

Le réseau propose un texte intitulé « les 10 commandements contre le trafic d'êtres humains », devant être diffusé de manière capillaire, par le biais d'un tract, dans les villages, auprès des institutions, des Paroisses, des temples, des écoles et dans d'autres lieux publics, aux chefs de villages et à la population en général. Le document en question offre un guide utile afin de protéger l'ensemble des victimes potentielles de ce trafic. Un rapport dédié au problème sera envoyé dans les prochains mois aux autorités politiques et judiciaires, proposant un plan d'action concret. Les religieux ont également lancé des initiatives d'assistance, de coopération et de formation afin de garantir la sécurité alimentaire de la population d'Orissa. (PA) (Agence Fides 16/01/2013)